
N° 71 | 2017

L'enseignement du français en situation de crise ou de conflit

Crise politique et économique au Brésil : quelles implications pour l'enseignement des langues étrangères ?

Virginia GARIN

Édition électronique :

URL :

<https://revue-tdfle.fr/articles/revue-71/250-crise-politique-et-economique-au-bresil-quelles-implications-pour-l-enseignement-des-langues-etrangees>

DOI : numerev_1276

Date de publication : 30/11/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : GARIN, V. (2017) Crise politique et économique au Brésil : quelles implications pour l'enseignement des langues étrangères ?. *Revue TDFLE*, (71).

https://doi.org/10.34745/numerev_1276

Résumé :

L'apparition et/ou la consolidation d'intégrations régionales telles que le Mercosur en Amérique du Sud à partir des années 90 a marqué un tournant dans les domaines des politiques linguistiques et éducatives nationales et régionales dans le sous-continent (Garin, 2016). Ce nouveau régionalisme a suscité, au fur et à mesure, une remise en question des rôles et des espaces occupés jusqu'alors par les langues nationales, objets désormais de politiques linguistiques visant à leur promotion dans les pays voisins ayant d'autres langues officielles (Arnoux, 2010). La loi 11.161, appelée populairement « loi de l'espagnol » et approuvée en 2005 par l'ex-président du Brésil, Luis Inacio Lula Da Silva, est l'un des meilleurs exemples des actions glottopolitiques entreprises par les États sud-américains en faveur de l'intégration culturelle et linguistique de la région (Barros et al., 2016). Cette loi oblige les établissements de l'enseignement secondaire brésilien à inclure la langue espagnole dans leur offre éducative sans que son apprentissage soit pour autant obligatoire pour les étudiants. La crise politique que vit le Brésil depuis le lancement, en 2016, de la procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff, et la subséquente arrivée au pouvoir de Michel Temer ne seront pas sans conséquences pour l'enseignement des langues étrangères. L'une des premières mesures adoptées par le nouveau président sera l'abrogation de la loi de l'espagnol, en février 2017, dans le cadre d'une réforme générale de l'enseignement secondaire brésilien. Cette décision qui promeut l'apprentissage exclusif de l'anglais au détriment d'une politique de plurilinguisme constitue un clair pas en arrière pour l'intégration régionale et s'inscrit nettement dans une logique néolibérale de sacralisation de l'uniformité et de l'unicité (Léonard, 2016). Dans cette contribution, nous nous proposons d'analyser les réactions suscitées par ces mesures chez les acteurs de l'enseignement et de la promotion de l'espagnol au Brésil et particulièrement chez les associations d'enseignants d'espagnol du pays.

Mots-clés : Brésil, crise politique, langue espagnole, enseignement des langues étrangères, réformes éducatives, intégrations régionales

Abstract :

The emergence and/or consolidation of regional integrations such as Mercosur in South America from the 1990s onwards marked a turning point in national and regional language and education policies in the sub-continent (Garin, 2016). This new regionalism has gradually led to a reconsideration of the roles and spaces previously occupied by national languages, which are now the subject of language policies aimed at promoting them in neighbouring countries with other official languages (Arnoux, 2010). Law 11.161, popularly known as the "Spanish Law" and approved in 2005 by the former President of Brazil, Luis Inacio Lula Da Silva, is one of the best examples of the

glottopolitical actions undertaken by South American states in favour of cultural and linguistic integration in the region (Barros et al., 2016). This law obliges Brazilian secondary schools to include the Spanish language in their educational offer without making it compulsory for students to learn it. The political crisis that Brazil has been experiencing since the launch in 2016 of the process to remove President Dilma Rousseff from office, and the subsequent rise to power of Michel Temer, will not be without consequences for foreign language education. One of the first measures adopted by the new president will be the repeal of the Spanish language law in February 2017, as part of a general reform of Brazilian secondary education. This decision, which promotes the exclusive learning of English at the expense of a policy of plurilingualism, is a clear step backwards for regional integration and is clearly in line with a neo-liberal logic of sacralizing uniformity and uniqueness (Léonard, 2016). In this contribution, we propose to analyze the reactions provoked by these measures among those involved in the teaching and promotion of Spanish in Brazil, and particularly among the country's Spanish teachers' associations.

Keywords : Brazil, political crisis, Spanish language, teaching of foreign languages, educational reforms, regional integrations.